

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 21/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEB - Is/Tille Champ Besançon**

RUE DE LA PATENEE  
21260 Selongey

Références : 2025-287  
Code AIOT : 0005401349

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement SEB - Is/Tille Champ Besançon implanté Rue du Triage BP 20 21120 Is-sur-Tille. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a notifié au préfet la cessation partielle de certaines de ses activités soumises à la réglementation ICPE. L'inspection avait donc pour objet de faire un point sur la situation administrative applicable aux installations du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEB - Is/Tille Champ Besançon
- Rue du Triage BP 20 21120 Is-sur-Tille

- Code AIOT : 0005401349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEB réalise sur son site d'Is-sur-Tille le reconditionnement de produits neufs retournés par les consommateurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra les dossiers relatifs à la cessation partielle d'activité et à l'évolution de son classement sous la rubrique 2633 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Classement de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 3				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement administratif				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime (AS, A, D, NC)	Situation administrative (a,b,c,d,e,f )
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation.	300 m <sup>3</sup> /j	A	b
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par	8 6 4 k W (434+430) < 3000 kW	DC	

	<p>ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW.</p>			
2661-1-c	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.</p>	3,5 t/j	D	
2662-3	Polymères (matières	160 m <sup>3</sup>	D	

	(matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant :			
	3. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .			
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	171,3 kg	NC	
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l')	22 kg	NC	
1432	Liquides inflammables (stockage en	1,3 m <sup>3</sup>	NC	

	(stockage en réservoirs manufacturés de)			
1510-3	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.  3. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	< 500 t (EPSILOG) 25 106 m <sup>3</sup>	NC	
1530	Papiers, cartons	< 1000 m <sup>3</sup>	NC	

1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	< 1000 m <sup>3</sup>	NC	
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	< 1000 m <sup>3</sup>	NC	
1611	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %,	4t	NC	

	plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de).			
1630	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de)	4,7 t	NC	
2560-2	Métaux et alliages (Travail mécanique des) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW.	70,37 kW	NC	
2663-1-c	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs	170 m <sup>3</sup>	NC	

	<p>a d h é s i f s synthétiques) (stockage de) :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, d e polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 200 m<sup>3</sup> mais inférieur à 2 000 m<sup>3</sup>.</p>			
2663-2-c	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères ( m a t i è r e s plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et a d h é s i f s synthétiques) (stockage de) :</p> <p>2. Dans les autres cas et p o u r les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à</p>	780 m <sup>3</sup>	NC	

	mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup> .			
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature</p>	1,7 MW	NC	

	pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.			
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	42 kW	NC	

#### Constats :

Par courrier du 16 mai 2025, l'exploitant a notifié au préfet l'arrêt de ses activités soumis à la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement suivante :

- Station d'épuration, rubrique 2750, date d'arrêt d'activité le 3 avril 2025 ;
- Stockage de matière plastique, rubrique 2662, date d'arrêt d'activité 7 décembre 2024 ;
- Installation de refroidissement par dispersion d'eau, rubrique 2921, date d'arrêt d'activité 21 mars 2025 ;
- Installation d'injection de matière plastique, rubrique 2661, date d'arrêt d'activité 18 mars 2025.

Les éléments annexés au courrier susmentionné indiquent que les opérations de mise en sécurité

devraient être finalisées à l'automne 2025.

Lors de la visite sur site, l'inspection a, entre autres, constaté que :

- La station d'épuration était à l'arrêt, l'exploitant a informé l'inspection que les eaux encore présentes dans le bassin extérieur et dans le décanteur devaient être évacuées vers une installation de traitement par évapo-concentration pour y être traitées. L'exploitant a également informé l'inspection qu'il s'était rapproché de ses fournisseurs de matière première pour les faire reprendre.
- Les installations d'injection étaient à l'arrêt, l'exploitant a informé l'inspection que les réservoirs de granulés plastiques étaient vides ;
- L'installation de refroidissement était à l'arrêt, son alimentation électrique consignée, l'absence d'eau visible depuis les trappes d'entretien et une pression à zéro sur le circuit d'eau ;

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection de son évolution de régime vis-à-vis de la rubrique 2910. En effet, celui-ci est autorisé pour une puissance thermique nominale de 1,7 MW. Or l'exploitant a expliqué qu'il disposait de deux appareils de combustion d'une puissance de 560 kW et 875 kW, mais qu'un seul fonctionnait à la fois, l'appareil de combustion de 875 kW étant gardé en secours.

Enfin, l'exploitant a informé l'inspection que les nouvelles activités du site feraient augmenter le volume de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, à un volume de 16 026 m<sup>3</sup>. Cette modification le ferait passer de la rubrique 2663-2-b, régime à déclaration, à la rubrique 2663-2-a, régime de l'enregistrement.

L'inspection a précisé à l'exploitant, afin qu'il régule sa situation administrative, qu'il peut déposer un seul dossier étant donné que les installations sont soumises aux procédures de l'autorisation et en application des articles L. 181-14 et R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant remet un porter à connaissance des modifications au Préfet. Dans ce cas, l'inspection attire l'attention sur le fait que le dossier devra comporter tous les éléments d'appréciation relatifs aux modifications. Pour cela, l'inspection a invité l'exploitant à utiliser le formulaire MAENV disponible sur le site <https://form-maenv.rct01.kleegroup.com/formulaire/explication/form-maenv> et à formaliser les éléments suivants :

- Pour l'ensemble des rubriques mises à l'arrêt, les éléments attendus au I et II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. Les attestations prévues au III de l'article R. 512-39-1 et à l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement pourront être remises ultérieurement. Pour rappel, le mémoire de réhabilitation et son attestation doivent être remis dans les six mois qui suivent l'arrêt des activités.
- Pour l'augmentation de capacité pour la rubrique 2663, l'exploitant remet un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. L'exploitant trouvera les guides répertoriant les justificatifs attendus en fonction de la rubrique sur le site <https://aida.ineris.fr/reglementation/arretes-ministeriels-prescriptions-applicables-icpe-soumises-a-enregistrement-guides>.

**Si la temporalité des projets ne permet pas la solution précédente, l'exploitant pourra déposer de**

deux dossiers distincts, un pour les cessations et un autre pour l'augmentation de capacité pour la rubrique 2663, il perdra dès lors l'antériorité de son installation :

- L'exploitant ayant notifié au préfet l'arrêt partiel de ses activités par le courrier du 16 mai 2025 (excepté pour la rubrique 2910 pour laquelle l'exploitant doit notifier sa cessation partielle en justifiant que les deux appareils de combustion ne peuvent fonctionner simultanément), il devra encore remettre les éléments prescrits au III de l'article R. 512-39-1 et à l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement. Pour rappel, le mémoire de réhabilitation et son attestation doivent être remis dans les six mois qui suivent l'arrêt des activités.
- L'exploitant dépose une demande d'enregistrement conformément aux articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du Code de l'environnement. Dans ce cas, l'inspection invite l'exploitant à déposer sa demande sur le site [https://demarches.service-public.fr/pro\\_mademarche/EICPE/demarche?execution=e1s1](https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/EICPE/demarche?execution=e1s1)

L'inspection rappelle que dans le cadre de la procédure de cessation partielle, l'exploitant est tenu de respecter, entre autres, les prescriptions des articles R. 512-39-1, R. 512-39-3, en fournissant notamment l'« ATTES-SECUR », l'« ATTES-MEMOIRE » et éventuellement l'« ATTES-TRAVAUX » établie par des bureaux certifiés (liste disponible sous : <https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297>).

**Type de suites proposées :** Sans suite